



Pays Andins et Cuba

Semaine du 9 au 15 février 2018

N°6 - Février 2018

© DG Trésor

Région

2017 – Population : 153 M

PIB : 972 Mds USD

Evolution des principaux marchés

Marché	Dernier cours	Var. hebdo.	Var. annuelle
COLCAP	1 518,8	-0,5%	+15%
S&P/BVL Peru Select	386,4	+1,8%	+22%
Pétrole (USD / baril WTI)	60,7	-1,7%	+14%
Charbon (USD / t Colombie)	86,4		+3%
Zinc (USD / t)	3 517,0	-0,6%	+22%
Cuivre (USD / t)	7 120,8	+4,2%	+19%
Or (USD / once)	1 358,2	+3,2%	+11%
Sucre (USc / livre ISA)	13,4	-4,8%	-31%
USD/COP	2 869,5	+0,7%	-4%
USD/PEN	3,3	+0,4%	0%
USD/VEF (taux Dicom)	24 937,5	0%	

Bolivie

2017 – Population : 11 M

PIB : 38 Mds USD

L'Etat bolivien décide d'emprunter 2 Mds USD auprès des organismes internationaux en 2018.

Ces 2 Mds USD de prêts doivent en particulier financer des projets d'infrastructure, notamment dans le secteur de l'eau. Selon la Banque Centrale de Bolivie, ces nouveaux engagements financiers feront passer la dette externe à 30% du PIB alors qu'elle se situe actuellement à 24,6% du PIB (9,3 Mds USD). Les autorités justifient cette décision par les « coussins financiers » existants externes (réserves de change à hauteur de 27,1% du PIB et d'autres actifs à 8,6%) et internes (dont les dépôts du secteur public non financier à hauteur de 16,7% du PIB) dont la Bolivie dispose.

Colombie

2017 – Population : 49 M

PIB : 307 Mds USD

Croissance du PIB de 1,8% en 2017.

Ce chiffre correspond à la fourchette haute des anticipations des analystes (1,5 – 1,8%), mais constitue également le plus faible taux de croissance depuis 2009 (+1,7%). Cette croissance est notamment attribuable au secteur agriculture & pêche (+4,9%), aux services financiers (+3,8%) et aux services à la personne (+3,4%). Des contreperformances ont en revanche été enregistrées dans le secteur minier (-3,6%), l'industrie manufacturière (-1,0%) et la construction (-0,7%).

**Contre-performance de la production industrielle en 2017.**

Alors que la production de l'industrie manufacturière avait progressé de 3,7% en 2016, elle a reculé de 0,6% l'année dernière. Cette contre-performance prévaut également pour les ventes du secteur (-0,4% après +4,4% en 2016). Ce recul de la production a été particulièrement marqué pour les secteurs de la production de boissons (-4,5%) et de vêtements (-8,6%).

Recul de 37% du déficit commercial, grâce à la hausse des cours mondiaux des matières premières.

Les exportations du pays ont ainsi progressé de 19% (à 37,8 Mds USD), grâce notamment à une hausse (en valeur) de 32% des exportations d'hydrocarbures et de 13% pour les pierres et métaux précieux (mais une progression en volume de seulement 12% et 8%, respectivement). Dans le même temps, les importations colombiennes n'ont progressé que de 3%, à 46,1 Mds USD. Les Etats-Unis demeurent de loin le 1^{er} partenaire commercial du pays, recevant 28% des exportations colombiennes et fournissant 26% des importations du pays. Selon les Douanes colombiennes, la France était le 32^e client du pays en 2017 (0,5% des exportations colombiennes) et son 9^e fournisseur (2,1% des importations colombiennes).

Fitch optimiste sur l'atteinte de la cible de déficit fiscal pour 2018, moins pour 2019.

L'agence de notation s'attend à ce que l'objectif de 3,1% de déficit en 2018 soit atteint grâce à de meilleures rentrées fiscales (notamment venant d'Ecopetrol, au-delà des 0,6 point de PIB attendus), le prépaiement en 2017 de dépenses sur 2018 (à hauteur de 0,2 point de PIB) et au renforcement du peso, abaissant les coûts de financement. En revanche, Fitch estime que la cible de 2,2% de déficit pour 2019 requiert un effort supplémentaire de 0,9 point de PIB, qui devra sans doute passer par une coupe dans les dépenses en capital, compte tenu de la grande inflexibilité des dépenses courantes et de la tenue récente d'une réforme fiscale.

S&P s'attend à un recul du résultat net des principales banques colombiennes.

Sur la foi d'un consensus d'analystes, le résultat net de Grupo Aval devrait s'élever à 2015 Mds COP (en recul de 5,8%), celui de Bancolombia à 2375 Mds COP (-12,1%) et Banco Davivienda à 1144 Mds COP (-33,4%).

Près de 115 MEUR de prêts renégociés par des emprunteurs en défaut.

Plus de 22.000 emprunteurs en retard de paiement ont renégocié leur crédit en profitant d'une disposition réglementaire entrée en vigueur le 30 octobre dernier, et leur permettant (une seule fois par prêt) d'en renégocier les termes plutôt que de procéder à une restructuration, dès lors que le défaut est d'une durée limitée (60 jours pour les prêts à la consommation et microcrédits, 90 jours pour les prêts hypothécaires et commerciaux). Au total, près de 600.000 prêts pourraient être concernés par cette disposition, pour un encours total de 2,3 Mds EUR.

Cuba**2017 – Population : 12 M****PIB : 96 Mds USD****Le groupe hôtelier mexicain Posadas investira dans la construction de deux nouveaux hôtels à Cuba.**

Dans un communiqué parvenu à la Bourse mexicaine, le groupe Posadas a annoncé la signature de contrats de gestion pour l'exploitation de deux hôtels *Fiesta Americana All Inclusive*. Ces établissements seront détenus par Gaviota (appartenant au GAESA, groupe entrepreneurial dépendant lui-même des Forces Armées Révolutionnaires cubaines), l'un des hôtels étant situé à Varadero, l'autre à Holguín.

Les créanciers du Club de Londres proposent à Cuba un allègement de sa dette.

A l'image des membres du Club de Paris, qui ont procédé en 2015 à l'annulation progressive de 100% des intérêts de retard de la dette cubaine (8,5 Mds USD pour les 14 créanciers) et au rééchelonnement progressif de tous les arriérés sur 18 ans à compter de 2016 (2,6 Mds USD), le Club de Londres a à son tour décidé de revenir sur une dette s'élevant à 1,4 Md USD. Les récents événements ayant frappé l'économie cubaine (crise vénézuélienne, ouragan Irma, nouvelles mesures restrictives américaines) et les retours encourageants de « l'expérience » du Club de Paris sont à l'origine de cette décision, qualifiée de « seconde chance » afin de permettre à l'économie cubaine de se relever.

**Equateur**

2017 – Population : 17 M

PIB : 99 Mds USD

Les Etats Unis renouvellent les préférences douanières.

Le congrès américain a renouvelé pour une durée de trois ans (et sur la base d'une révision annuelle) les préférences douanières octroyées unilatéralement à 573 produits équatoriens qui ont accès à ce marché sans droits de douane. Il s'agit essentiellement de produits agricoles (fruits tropicaux, bois, sucre, produits agroalimentaires). Les exportations équatoriennes qui bénéficient de ces préférences douanières représentent 400 MUSD.

Pérou

2017 – Population : 32 M

PIB : 210 Mds USD

Signature d'un accord de libre-échange entre le Pérou et l'Australie.

La signature de l'accord a eu lieu à Canberra, au siège du Parlement australien, entre les ministres en charge du commerce extérieur des deux pays. Selon les autorités péruviennes, plus du 96% des exportations péruviennes pourront entrer sur le marché australien en exemption de droits de douane dès l'entrée en vigueur de l'accord. A l'issue de la 4^{ème} année, quasiment la totalité des produits péruviens pourront être exemptés de ces droits. Les exportations péruviennes vers l'Australie ont atteint environ 200 M USD en 2016 (mines, produits agricoles, textile surtout) et les principaux produits péruviens à fort potentiel d'exportation vers l'Australie sont l'avocat, le raisin frais, la myrtille, le quinoa, les crevettes surgelées, les produits alimentaires pour animaux et les vêtements en coton et fibre d'alpaca.

Prorogation du Décret d'Urgence 003-2017 pour une durée de 30 jours.

Le Décret d'Urgence 003, publié le 13 février 2017 (en lien avec l'affaire Lava Jato) afin d'éviter que les entreprises corrompues ne retirent leurs avoirs du pays et de garantir la continuité des projets et des investissements et dont la validité arrivait à terme le 13 février 2018, a été prorogé pour une durée de 30 jours supplémentaires. La raison de ce report est notamment la non-approbation du projet de loi N° 2408, censé remplacer le décret 003, prévoyant de garantir le paiement immédiat par l'entreprise incriminée de la « réparation civile » en faveur de l'Etat et d'encourager la « collaboration efficace » (principe de dénonciation en échange d'une clémence judiciaire) des acteurs en cause. Cette prorogation maintient l'incertitude de la situation de nombreuses entreprises du secteur de la construction, impliquées dans des plaintes pour corruption et une paralysie qui touche toute la chaîne des fournisseurs dont certains ont déjà fait faillite.

Venezuela

2017 – Population : 32 M

PIB : 215 Mds USD

Les Etats-Unis menacent de sanctionner le secteur pétrolier vénézuélien.

Au cours de sa tournée sud-américaine, le Secrétaire d'Etat américain, Rex Tillerson, a annoncé l'intention de son administration d'augmenter la pression sur Caracas sans pénaliser la population vénézuélienne. Parmi les options envisagées figurent des sanctions sur les exportations pétrolières du Venezuela.

L'entreprise nationale pétrolière (PDVSA) est déclarée en défaut technique sur sa dette.

Les obligations de PDVSA ont été déclarées en *flat trading* par l'association des courtiers sur les marchés émergents (EMTA). Ces obligations ne rapportent plus aucun intérêt à leurs détenteurs. Cette annonce intervient un mois après qu'EMTA a placé les titres de dette souveraine en *flat trading*.

Forte hausse de la liquidité monétaire.

Selon les données publiées par la banque centrale, la liquidité monétaire (M2) atteint 181,1 Mds VEF la première semaine de février 2018, soit une hausse de 35,9% sur un mois et de 1 585,1% en glissement annuel. Cette augmentation rapide de la liquidité monétaire alimente l'inflation (prévue entre 8 950% et 29 600% en juin 2018).

**Aggravation de la pénurie de médicaments.**

Selon l'enquête menée par l'association CONVITE A.C, neuf principes actifs sont en rupture de stock depuis septembre 2017. La situation s'est aggravée en janvier 2018, avec un taux de pénurie qui atteint 96% en moyenne pour les traitements du diabète, de l'hypertension, des diarrhées et des maladies respiratoires. Faute de devises, le Venezuela n'importe presque plus de médicaments. L'année dernière, les entreprises pharmaceutiques n'ont obtenu que 6,48 MUSD pour importer des principes actifs, contre 79 MUSD en 2016.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à christine.besnard-joporto@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique

Adresse : Carrera 11 No. 93-12
Bogota - COLOMBIE

Rédigé par : les Services Economiques de la Région
Revu par : Thomas MARX

Version du 15 février 2018